

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS

### ACCORD-CADRE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

(en application des articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-2, R.2161-1 à R.2161-5, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique)

### Acheteur public

État – Ministère des armées – Secrétariat Général pour l'Administration  
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense  
Service d'Infrastructure de la Défense (SID) NORD EST

### Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le directeur du service d'infrastructure de la défense (SID) NORD EST  
Caserne Ney – CS 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

### Objet de l'accord-cadre

#### DAF\_2024\_001238

Accord cadre à bons de commande portant sur la réalisation de diagnostics structure, charpente, couverture, fondations pour les opérations relevant du périmètre géographique du SID NORD EST.

**Lot n°1 : Départements 55 et 57 - toutes emprises**

**Lot n°2 : Départements 54 - 70 et 88 - toutes emprises**

**Lot n°3 : Départements 21 - 25 - 39 - 71 et 90 - toutes emprises**

**Lot n°4 : Départements 67 et 68 - toutes emprises**

**Lot n°5 : Départements 02 - 08 - 10 - 51 et 52 - toutes emprises**

**Lot n°6 : Départements 59 - 62 et 80 - toutes emprises**

### ANNEXES :

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du Ministère de la Défense.
- Guide de démarrage SUBCLIC.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
1.1 Nature de la prestation .....	3
1.2 Périmètre de l'accord cadre : .....	3
1.3 Type de l'accord-cadre - Exclusion .....	4
1.4 Qualification et formalités de l'accord-cadre .....	4
1.5 Durée de l'accord-cadre – Bons de commande .....	4
1.6 Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion .....	5
1.6.1 - Mesures de sécurité .....	5
1.6.3 – Contrôle nominatif .....	6
1.6.4 - Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées .....	6
1.6.5 - Contrôle des accès .....	7
1.6.6 - Contrôle des véhicules .....	7
1.6.7 - Protection des données à caractère personnel .....	7
1.6.8 - Mesures de prévention .....	7
1.6.9 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	7
1.7 Décomposition en tranches .....	7
1.8 Développement durable .....	7
1.8.2.1 - Insertion par l'activité économique .....	8
1.8.2.2 - Insertion par l'activité du militaire blessé .....	8
1.9 Forme des notifications et informations .....	10
1.10 Correspondant .....	10
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	10
ARTICLE 3 : ORDRES DE SERVICE .....	11
ARTICLE 4 : PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS .....	11
4.1 Utilisation des connaissances antérieures. ....	11
4.2 Utilisation des résultats .....	11
ARTICLE 5 - PROPRIETE INTELLECTUELLE - UTILISATION DE DOCUMENTS DU RPA .....	12
ARTICLE 6 - SOUS TRAITANCE .....	12
ARTICLE 7 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION .....	13
7.1 Délai d'exécution .....	13
7.2 Prolongation du délai d'exécution .....	13
ARTICLE 8 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION .....	13
8.1 Réception des prestations .....	13
8.2 Achèvement des prestations .....	13
8.3 Transfert de propriété .....	13
8.4 Réception des documents .....	14
ARTICLE 9 : MODIFICATIONS .....	14
9.1 Clause de réexamen .....	14
9.2 Défaillance du mandataire du groupement .....	14
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX .....	15
10.1 Type de prix .....	15
10.2 Prix nouveaux .....	15
10.3 Modalité de révision .....	15
10.4 Application de la TVA .....	16
ARTICLE 11 : PAIEMENT – CESSIION ET NANTISSEMENT .....	16
11.1 Règlement des prestations .....	17
11.2 Suivi du service fait .....	17
11.3 Délai global de paiement .....	18
11.4 Intérêts moratoires .....	18
11.5 Cession ou nantissement .....	18
ARTICLE 12 : AVANCE .....	18
ARTICLE 13 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION .....	18
13.1 Pénalités .....	18
13.2 Règlement des différends .....	19
13.3 Résiliation de l'accord-cadre .....	19
13.3.1 - Travail dissimulé .....	19
13.3.2 - Non-respect de la protection des données personnelles .....	20
13.3.3 - Non production de documents .....	20
13.3.4 - Faute du titulaire .....	20
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....	20
ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE .....	20
ARTICLE 16 : CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	21
ARTICLE 17 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	22

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE****1.1 Nature de la prestation**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne l'exécution d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour la réalisation de diagnostics structure, charpente, couverture, fondations pour les opérations relevant du périmètre du SID NORD EST.

Il est alloué de la manière suivante :

- LOT N°1 : Départements 55 et 57 – toutes emprises
- LOT N°2 : Départements 54 – 70 et 88 – toutes emprises
- LOT N°3 : Départements 21 – 25 – 39 – 71 et 90 – toutes emprises
- LOT N°4 : Départements 67 et 68 – toutes emprises
- LOT N°5 : Départements 02 – 08 – 10 – 51 et 52 - toutes emprises
- LOT N°6 : Départements 59 – 62 et 80 – toutes emprises

Chaque lot est un accord cadre.

Les prestations à prix unitaires font l'objet de bons de commande.

**1.2 Périmètre de l'accord cadre :**

Chaque bon de commande précisera le lieu d'exécution des prestations et leur nature. L'exécution des prestations s'effectuera sur l'ensemble du périmètre du SID NORD EST à savoir dans les régions du Nord-Pas-de-Calais – Picardie, de l'Alsace – Lorraine – Champagne-Ardenne et de la Bourgogne-Franche-Comté.

dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à :

service d'infrastructure de la défense NORD EST

représentée par :

Par délégation, (sous réserve de changement ultérieur par décision du RPA)

Le chef de l'USID concernée,

Le chef du pôle conduite des opérations concerné ou le chef de la division concernée

Les prestations seront réalisées conformément aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent marché a pour objet la réalisation de diagnostics divers afin d'accompagner la personne publique (investigations in situ, prélèvements, mesures, études, analyses, etc...) dans les domaines suivants :

- \* Diagnostics structure.
- \* Diagnostics charpente.
- \* Diagnostics couverture.
- \* Diagnostics façades.
- \* Diagnostics toitures terrasses.
- \* Diagnostics fondations.

Ces prestations peuvent être décorréliées les unes des autres.

### 1.3 Type de l'accord-cadre - Exclusion

#### 1.3.1 – Accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire, au sens des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

#### 1.3.2 - Droit d'exclusivité des titulaires de l'accord-cadre

Le pouvoir adjudicateur s'engage à consulter exclusivement, lorsqu'il décide d'externaliser une des prestations, objets du présent accord-cadre, le titulaire du présent accord-cadre.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser des consultations spécifiques auprès d'autres sociétés que ledit titulaire, pour des prestations n'entrant pas dans l'objet du présent accord-cadre ou dans les cas suivants :

- Lorsque la passation et/ou l'exécution d'une opération nécessitera un niveau de classification non compatible avec celui du présent accord-cadre ;
- Lorsque le titulaire ne peut pas assurer l'exécution de la commande passée par le pouvoir adjudicateur. Il devra motiver son incapacité à assurer la commande. Le pouvoir adjudicateur sera alors délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire pour satisfaire ce besoin et pourra donc recourir à une mise en concurrence en dehors de l'accord-cadre.

### 1.4 Qualification et formalités de l'accord-cadre

Le service d'infrastructure de la Défense (SID) NORD EST agit pour toutes les formalités de :

- Lancement de la consultation,
- Notification de l'accord-cadre,
- Suivi administratif et financier de l'accord-cadre,
- Révision des prix,
- Pénalités,
- Résiliation de l'accord-cadre,
- Établissement des avenants à l'accord-cadre,
- Litiges et contentieux.

Le directeur du SID NORD EST, représentant du Pouvoir Adjudicateur de l'accord-cadre (RPA) est désigné acheteur.

Le représentant du bénéficiaire de chaque accord-cadre (lot), agit pour les formalités de :

- Suivi technique de l'accord-cadre,
- Correspondance avec le titulaire par ordre de service.

### 1.5 Durée de l'accord-cadre – Bons de commande

Le présent accord-cadre est conclu pour une première période d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois par période d'un an à la date anniversaire de notification.

En cas de non reconduction, le RPA se prononcera au moins un (1) mois avant la fin de la période.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

➤ **BONS DE COMMANDE :**

Les prestations fixées au bordereau des prix unitaires feront l'objet de bons de commande. Pour chaque commande et **par dérogation à l'article 13.1 du CCAG/PI**, le délai d'exécution des prestations sera défini par l'émission d'un ordre de service qui précisera la date à laquelle doivent être entreprises les prestations et leur délai d'exécution. Les bons de commande notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre seront exécutés jusqu'à leur terme.

## **1.6 Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion**

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre intéressent les armées, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/PI.

### **1.6.1 - Mesures de sécurité**

Toute personne étrangère au ministère des armées doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre devra soumettre à l'agrément du bénéficiaire les personnels chargés d'exécuter cet accord-cadre. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.

En conséquence, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à :

- fournir les renseignements d'identité de ses personnels qui lui seront demandés afin de réaliser l'enquête de sécurité ;
- remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable sur demande du bénéficiaire.

***Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre sans préavis et sans indemnité.***

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du bénéficiaire.

### **1.6.2 – Protection du secret**

Le titulaire de l'accord-cadre respectera les mesures de sécurité suivantes, et ce, en fonction de la sensibilité du lieu d'exécution fixé au bon de commande :

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;

- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

### 1.6.3 – Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le bénéficiaire exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

### 1.6.4 - Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de contrôle primaire en version numérique remplie, non signée, au format natif
- Demande de contrôle primaire remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF
- Scan de la carte d'identité en version PDF

**Nota** : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de contrôle primaire **et** retour de celui-ci validé. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu'à partir du moment où les contrôles primaires seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribuer de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire de l'accord-cadre se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au contrôle primaire.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire de l'accord-cadre assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

### **1.6.5 - Contrôle des accès**

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité professionnelle sécurisée pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

### **1.6.6 - Contrôle des véhicules**

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

### **1.6.7 - Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG/PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie de l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 39.1 du CCAG/PI.

### **1.6.8 - Mesures de prévention**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du Titre 1 de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense .

Un plan de prévention sera établi par le responsable de la prévention du site sur lequel sont exécutées les prestations.

### **1.6.9 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT) - (se reporter à l'article 6.1 du CCAG/PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

Den cas de pandémie, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés. De plus, il se réfèrera aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations.

## **1.7 Décomposition en tranches**

Sans objet.

## **1.8 Développement durable**

### 1.8.1 – Environnement -- Objectifs de développement durable

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes (se reporter à l'article 7 du CCAG/PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, les conditions d'exécution de l'accord-cadre intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement. Les objectifs de développement durable concernent la délivrance de livrables numériques.

### 1.8.2 - Insertion sociale

#### 1.8.2.1 - Insertion par l'activité économique

Sans objet.

#### 1.8.2.2 - Insertion par l'activité du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense Mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

#### Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense Mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

#### Modalités de mise en œuvre du dispositif social

À la demande de Défense Mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.



Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification de l'accord-cadre, ou à l'issue de la réunion de lancement de l'accord-cadre si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification de l'accord-cadre, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution de l'accord-cadre (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui/non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense Mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense Mobilité :

- Numéro de l'accord-cadre ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense Mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense Mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies dans l'accord-cadre. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense Mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

#### Intervention de Défense Mobilité

Défense Mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. À ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, Défense Mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
  - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
  - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
  - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
  - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
  - lors de la signature d'une convention de stage ;
  - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
  - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

#### Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense Mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense Mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance de l'accord-cadre, Défense Mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

### 1.9 Forme des notifications et informations

Les ordres de services (OS) et les bons de commande (BC) seront notifiés par le maître d'œuvre par voie électronique. L'accusé réception par voie électronique du titulaire vaut réception.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG/PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un réceptionné sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/PI, le maître d'ouvrage apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense NORD EST ou son représentant.

### 1.10 Correspondant

Dès notification de l'accord-cadre, les titulaires désignent un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de l'administration pour l'ensemble des prestations à réaliser (établissement de devis, exécution des commandes, etc. ...). Cette fonction doit être assurée de façon continue (intérim à prévoir en cas d'absence).

Lors de l'exécution d'une commande, si le RPA estime que le niveau de compétences des intervenants propres à chaque titulaire est insuffisant, il adressera au titulaire concerné un ordre de service demandant le remplacement de l'intervenant en question. Le délai de remplacement n'est pas suspensif du délai contractuel de réalisation de la prestation.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI**, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la dernière version résultant des dernières modifications opérées par mise au point et/ou avenant du lot concerné ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Les bons de commandes ;
- Le cadre de mémoire technique remis par le titulaire avec son offre ;
- Les actes spéciaux postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021;

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Le présent accord-cadre est régi par les lois et règlements de la République française exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'œuvre devra être rédigé en langue française.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce

mois est défini à l'article 10.3 ci-après.

### **ARTICLE 3 : ORDRES DE SERVICE**

Les décisions du maître d'ouvrage sont notifiées par l'émission d'un ordre de service par voie électronique (via PLACE ou messagerie électronique), éventuellement par courrier recommandé avec accusé réception.

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

### **ARTICLE 4 : PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS**

#### **4.1 Utilisation des connaissances antérieures.**

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG/PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 34.1 du CCAG/PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.

#### **4.2 Utilisation des résultats.**

Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG/PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35.1 du CCAG/PI.

##### **4.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique**

Pour les besoins découlant de l'objet, le titulaire concède, à titre exclusif, au maître d'ouvrage ses droits composés des droits de reproduction et de représentation définis à l'article 35.2.1 du CCAG PI. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du titulaire.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous conditions résolutoires de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour une durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au prix défini à l'acte d'engagement.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

##### **4.2.2 Régime des données**

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent accord-cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur, conformément à l'article 35.2.3 du CCAG/PI.

##### **4.2.3 Utilisation des connaissances antérieures**

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats de l'accord-cadre, il sollicite l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;

- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le titulaire et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R.2122-3-3° du code de la commande publique.

#### 4.2.4 Garanties des droits

Le titulaire garantit à l'acheteur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes de l'accord-cadre sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non, conformément à l'article 35.4.2 du CCAG/PI.

### **ARTICLE 5 - PROPRIETE INTELLECTUELLE - UTILISATION DE DOCUMENTS DU RPA**

Les documents qui seront utilisés dans le cadre de l'accord-cadre sont la propriété du pouvoir adjudicateur et protégés à ce titre par les dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Toute copie ou reproduction, totale ou partielle, permanente ou temporaire, sur un support informatique et/ou papier, et par quelque procédé que ce soit de ces documents, sans l'accord préalable et express du représentant du pouvoir adjudicateur est interdite, et constitue un acte de contrefaçon, qui pourra entraîner des condamnations civiles et/ou pénales. Seule l'impression papier est autorisée aux fins de copie privée à l'usage exclusif du copiste au sens de l'article L1 22-5 2° du Code de la propriété intellectuelle.

### **ARTICLE 6 - SOUS TRAITANCE**

Le titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, **le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.2 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

**Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.**

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

**Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10% du montant hors taxe de l'accord-cadre.**

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe de l'accord-cadre ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire de l'accord-cadre devra fournir au RPA une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'accomplir les prestations objet du présent accord-cadre.

Toutes les informations données par l'administration sont données à titre indicatif. Il appartient au titulaire de les vérifier et au besoin de les corriger en attirant l'attention du bénéficiaire sur d'éventuelles erreurs.

L'acheteur devra veiller à ce que tout personnel du titulaire puisse effectuer ses prestations dans la plus grande sécurité.

La responsabilité du titulaire est celle d'un prestataire de service assujetti à **une obligation de résultats**. Elle ne peut être recherchée au titre d'installations utilisées en fonction de destinations qui ne lui ont pas été désignées. Mais elle sera recherchée dans le cadre d'une faute directe ou personnelle dans l'exécution des prestations pour des dommages survenant pendant ou après l'intervention, mais ayant un lien direct avec celle-ci.

### **7.1 Délai d'exécution**

Les prescriptions de l'acte d'engagement et du présent cahier des clauses administratives particulières sont seules applicables conformément l'article 13.1.1 du CCAG/PI.

### **7.2 Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée que dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 8 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION**

### **8.1 Réception des prestations**

La réception de l'ensemble des prestations définies dans le bon de commande peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

Après le délai de vérification des documents défini au bon de commande à compter de leur réception, le représentant du pouvoir adjudicateur prend la décision de réceptionner avec ou sans réfaction, d'ajourner ou de rejeter les documents. Cette décision sera notifiée au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée dans le délai défini du bon de commande, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 28 du CCAG/PI.

En cas d'ajournement et **par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI**, le délai donné au titulaire pour mettre au point ses prestations sera fixé par le maître d'ouvrage dans sa décision.

Tout projet de décompte ou demande de paiement reçu avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre de la partie considérée sera renvoyé à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun.

### **8.2 Achèvement des prestations**

Les prestations du titulaire s'achèvent à la réception et à la validation par le représentant du pouvoir adjudicateur des rapports finaux.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 29 du CCAG/PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

### **8.3 Transfert de propriété**

Le transfert de propriété s'opère automatiquement à la date d'admission ou de réfaction des prestations objets du présent accord-cadre. Les droits de propriété tels que définis à l'article 4 du présent CCAP sont transférés.

#### **8.4 Réception des documents**

Les documents à remettre par le titulaire lors de la réception de chaque bon de commande seront remis de manière dématérialisée.

La non remise desdits documents fait obstacle à la réception de la partie technique considérée du bon de commande.

### **ARTICLE 9 : MODIFICATIONS**

#### **9.1 Modification des bons de commande**

Le bon de commande fixe le nombre maximum de prestations à réaliser. Le titulaire du marché ne pourra en aucun cas dépasser ces quantités sans émission d'un bon de commande supplémentaire.

Par conséquent, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, le titulaire communique au donneur d'ordre toute constatation de nature à modifier les prévisions ou prescriptions de la commande dès qu'il en a connaissance.

Il doit prendre toutes dispositions pour permettre au donneur d'ordre de vérifier les quantités réalisées.

Le titulaire propose s'il y a lieu, les modifications à apporter à l'exécution qui lui paraissent découler de ces constatations et précise l'incidence sur les modalités contractuelles.

En fin d'exécution d'une mission, un décompte des quantités réellement exécutées sera effectué et le cas échéant, un bon de commande modificatif annulera et remplacera le premier.

#### **9.2 Clause de réexamen**

Conformément à l'article 25 du CCAG/PI, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de ces circonstances.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par ces circonstances sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

#### **9.3 Défaillance du mandataire du groupement**

**Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG/PI**, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure de l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

**ARTICLE 10 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

Les prix sont établis hors taxes et en euros.

Les prix des prestations sont des prix unitaires. Ces prix sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et réputés comprendre :

- la complexité de l'opération ;
  - les déplacements pour se rendre sur les sites et dans les bureaux du maître d'ouvrage, ainsi que des frais de secrétariat ;
  - l'obligation faite aux intervenants extérieurs de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel la mission est exécutée ;
  - Des modalités de règlement définies au présent CCAP. ;
  - Des exigences et engagements du CCAP et du CCTP ;
  - Des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations, objet de l'accord-cadre, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées ;
  - Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, pendant toute la durée de l'accord-cadre ;
  - Des horaires de travail et contraintes d'accès ;
  - Des frais généraux, charges sociales, bénéfiques, etc... ;
  - De tous les frais et dépenses de toutes natures à engager pour la réalisation des prestations commandées jusqu'à leur admission (conformément à l'article 27 du CCAG/PI) ;
  - De la reprise des études résultant d'avis défavorable ou de réserves émises par le RPA lors de la réception des prestations ;
  - Des dépenses liées à la coordination de l'exécution des prestations ;
  - À toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liés à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
  - D'une période de recouvrement (de 5 jours ouvrables minimum) lors d'un changement éventuel de personne physique désignée au bon de commande ;
  - Des frais d'établissement et de diffusion des documents ;
  - Des primes d'assurance.

En aucun cas, le titulaire de l'accord-cadre ne peut arguer de l'imprécision des pièces fournies ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre de l'accord-cadre tout ou partie des prestations nécessaires au complet achèvement des études.

**10.1 Type de prix**

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO et seront en €. Les prix des prestations sont établis à partir des prix unitaires fixés au BPU de l'accord-cadre.

**10.2 Prix nouveaux**

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix pourront faire l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires, signé des deux parties, en lieu et place d'un avenant.

La détermination d'un prix nouveau se fera, à chaque fois que cela sera possible, par simple interpolation entre deux prix unitaires du bordereau de prix relatifs à des prestations de nature comparable à celle des prestations commandées.

Ces prix, après acceptation par les deux parties serviront de base pour la rémunération de prestations identiques pendant la durée de l'accord cadre.

**10.3 Modalité de révision**

Les prix du présent accord-cadre sont fermes lors de la première période puis révisibles lors de chaque reconduction.

#### Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro (m0) ».

#### Révision des prix de l'accord-cadre

La révision est effectuée par application aux prix du de l'accord-cadre d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$P_n = P_0 * (0.125 + 0.875 * \frac{I_n}{I_0})$$

dans laquelle :

- $P_0$  est le prix indiqué au BPU
- $I_n$  est la valeur de l'index de référence connu au mois « n »
- $I_0$  est la valeur de l'index de référence connu au mois « zéro »
- Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

#### Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra lors du premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

La lecture des indices s'effectue sur le site internet [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr).

### **10.4 Application de la TVA**

Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de TVA en vigueur.

### **10.5 Retenue de garantie**

Sans objet.

## **ARTICLE 11 : PAIEMENT – CESSION ET NANTISSEMENT**

Dans le cadre de la modernisation de l'État et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, le SID NORD EST a décidé de s'engager dans la dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes.

Le titulaire adresse ses factures de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes en sus des mentions imposées dans le cahier des clauses particulières :

Pour déposer une facture sur le portail, la facture devra porter :

- Toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI) :
- La date de facture,
- Le numéro d'identification unique de la facture,



- La raison sociale et adresse,
- Le SIRET ou à défaut SIREN,
- Les montants HT et TTC,
- Le taux de TVA appliqué et son montant,
- Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir,
- Coordonnées bancaires.
- Toutes les mentions nécessaires au traitement de la facture dont impérativement :
  - La référence de l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande,
  - Le code du Service Exécutant (code SE ESID METZ) : **D107111057**.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

Par téléphone au 04 77 78 39 57 - Hotline disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (sauf jours fériés) ;

ou pour une aide en ligne : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

## 11.1 Règlement des prestations

Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué dans les conditions suivantes :

- a) Paiement unique après achèvement de chacune des parties techniques définies à l'acte d'engagement par un paiement partiel définitif.
- b) Paiements partiels, si la durée de la partie technique est supérieure à 3 mois. Les prestations d'une partie technique pourront être réglées avant leur achèvement sous forme paiements partiels proportionnellement au montant des prestations effectuées afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs ne soit pas supérieur à trois mois.
- c) Paiement pour solde. Le paiement pour solde ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de la mission et de l'admission de celle-ci par le maître d'ouvrage conformément à l'article 14 du présent CCAP.

### 11.1.1 Demande de paiement

La demande de paiement est faite sous forme de présentation d'une facture établie par le titulaire dans laquelle il tient compte de l'effet de la variation prévue à l'article 10.3 du CCAP. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord du conducteur d'opération, sert de base au calcul du montant du paiement correspondant.

## 11.2 Suivi du service fait

Afin que le bénéficiaire puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire de l'accord-cadre envoie par courrier électronique au bénéficiaire **une copie des factures** qui auront été éditées et transmises conformément à l'article 11 du présent CCAP.

L'adresse électronique du bénéficiaire à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution de l'accord-cadre.

### 11.3 Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure, via CHORUS. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

### 11.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

### 11.5 Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué dans l'accord-cadre.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/PI, l'exemplaire unique destiné au nantissement de l'accord-cadre sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

## **ARTICLE 12 : AVANCE**

**Option A :** Une avance est versée au titulaire du bon de commande, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant du bon de commande.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

**Son remboursement s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 60 % du montant du bon de commande.**

## **ARTICLE 13 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION**

### 13.1 Pénalités

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI**, les pénalités de retard ne pourront pas excéder 25% du montant total hors taxes de l'accord-cadre

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI**, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le bénéficiaire.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI**, le titulaire ne sera pas exonéré d'office des pénalités et ce, quel que soit le montant.

Des pénalités peuvent être prononcées par le bénéficiaire à l'encontre du titulaire s'il apparaît que les prestations de ce dernier ne sont pas conformes à certaines de ses obligations contractuelles.

**L'appréciation des délais servant au calcul d'une pénalité se fait à compter du constat de l'anomalie par le bénéficiaire jusqu'à celui de sa disparition.**

### Conditions particulières d'application des pénalités

**Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI** les pénalités seront appliquées dans les conditions suivantes :

#### **Pénalités pour retard**

En cas de retard constaté sur les délais prescrits au bon de commande, les pénalités journalières hors taxes sont de **150 € HT**.

La transmission des livrables interrompt la pénalité de manière définitive seulement si ces derniers sont acceptables en l'état et qu'aucune correction et reprise ne sont attendues.

Dans ce cas, la pénalité recommencera à courir automatiquement à compter de la date de réception de l'ordre de service indiquant les éléments à reprendre.

Ainsi, le montant total des pénalités sera arrêté au jour de transmission des livrables permettant leur réception, leur ajournement, leur réfaction ou leur rejet.

#### **Pénalités pour absence aux réunions.**

Pour toute absence non motivée à une réunion, le titulaire se verra appliquer une pénalité hors taxes fixée à **100,00 € HT**.

#### **Pénalités pour non-respect de la protection des données personnelles**

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitant(s) à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le titulaire s'expose à l'application de pénalités, à hauteur de **50 € HT** par infraction relevée.

### **13.2 Règlement des différends**

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l'article 43.2 du CCAG/PI. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 43.3 du CCAG/PI, l'acheteur dispose de deux mois à compter de la réception de la réclamation pour notifier sa décision.

Si le titulaire n'accepte pas la décision de l'acheteur, il pourra saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent conformément à l'article 43.4 du CCAG/PI.

### **13.3 Résiliation de l'accord-cadre**

En cas de non-respect des dispositions contractuelles, et après mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier l'accord-cadre, aux torts exclusifs du titulaire, sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

Par **dérogation à l'article 40 du CCAG/PI**, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit et sans indemnité en cas de déménagement, de dissolution ou en cas de restructuration du bénéficiaire rendant impossible l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'accord-cadre.

#### **13.3.1 - Travail dissimulé**

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément à l'article 27 du CCAG/PI).

### **13.3.2 - Non-respect de la protection des données personnelles**

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitants à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute.

### **13.3.3 - Non production de documents**

Outre les cas prévus par le CCAG/PI, après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite conformément à l'article 39 du CCAG/PI.

### **13.3.4 - Faute du titulaire**

D'une manière générale, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 39 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 14 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent accord-cadre. Tout document ou correspondance, toute facture relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

## **ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE**

### ***a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'enregistrement***

Le titulaire est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte militaire et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le site.

### ***b) Justificatifs semestriels – dispositifs de vigilance avec e-Attestations.com***

#### **b.1. Présentation du dispositif e-Attestations**

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

**b.2. Documents à produire**

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

**En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 13.3 du présent CCAP.**

**ARTICLE 16 : CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

L'Acheteur ou le Ministère des Armées peuvent délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de l'accord-cadre », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'Acheteur ou du Ministère des Armées qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

**ARTICLE 17 : ASSURANCES**

Le titulaire (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ses responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du présent marché devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, conformément à l'article 9.1 du CCAG-PI.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie **chaque année**, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

#### **ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Le cahier des clauses administratives générales applicable à l'accord-cadre est le CCAG/PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

- CCAP article 1.5 déroge à l'article 13.1 du CCAG/PI
- CCAP article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI
- CCAP article 9.3 déroge à l'article 3.5.4 du CCAG/PI
- CCAP article 13.1 déroge aux articles 14, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI
- CCAP article 13.3 déroge à l'article 40 du CCAG/PI.